

REPOUSSER LES LIMITES

rapport annuel 2017



IMPACT

Transformer la gestion des ressources naturelles
Renforcer le pouvoir d'agir des communautés

MISSION

IMPACT transforme la gestion des ressources naturelles dans les zones où la sécurité et les droits de la personne sont menacés. Nous analysons et concevons des approches de gestion des ressources naturelles dans une triple optique de renforcement de la sécurité, de développement et d'égalité. Organisme indépendant sans but lucratif, IMPACT fait action commune avec des partenaires locaux pour réaliser un changement durable.

DES SOLUTIONS NOVATRICES POUR UN CHANGEMENT DURABLE

Chez IMPACT, notre travail vise la transformation systémique dans les zones où la sécurité et les droits de la personne sont menacés. Non seulement les populations locales ne profitent pas de leurs ressources naturelles, mais les changements climatiques intensifient la concurrence à l'égard des minéraux, du pétrole, du bois, de la faune et de l'eau. La corruption et la faiblesse des systèmes politiques augmentent par ailleurs le risque de violation des droits de la personne.

En 2017, nous nous sommes mis au défi de nous montrer audacieux et de sortir des sentiers battus afin de contribuer à un changement durable, et nous avons encouragé nos partenaires à en faire autant.

Nous avons collaboré avec de nouveaux partenaires issus des différentes parties prenantes, accueilli de nouvelles recherches et adopté des technologies qui ont approfondi notre compréhension des effets des ressources naturelles sur les communautés et les chaînes d'approvisionnement, et nous avons porté un regard critique sur des approches éprouvées.

Notre recherche concernant les femmes dans le secteur minier artisanal en République démocratique du Congo (RDC), en Ouganda et au Rwanda a révélé aux responsables des politiques l'importance du secteur pour l'autonomisation économique des femmes. Les femmes pratiquant l'exploitation artisanale dans chacun de ces pays se sont appuyées sur cette analyse pour témoigner de leurs expériences auprès des décideurs et des médias – et ont appelé à des réformes qui renforceraient l'égalité dans le secteur.

Cette année s'est également avérée déterminante en ce qui a trait à notre démarche novatrice pour un or artisanal légal, traçable et libre de conflits en RDC. Le projet Or Juste permet en effet d'établir une chaîne d'approvisionnement efficace, et ce, du site minier jusqu'à l'exportateur. Peu après, et marquant une étape importante pour la durabilité et l'évolutivité du projet, l'entreprise canadienne Fair Trade Jewellery Co., a commencé à acheter des exportations de l'or artisanal pour commercialiser sur le marché international les premiers produits fabriqués à partir d'or traçable depuis la RDC.



Enfin, notre travail pour une chaîne d’approvisionnement en diamants traçable et exempte de conflits a connu cette année une transformation radicale lorsque nous avons annoncé notre retrait du Processus de Kimberley. À titre de cofondateurs du programme, nous n’avons pas pris cette décision à la légère, et seulement après une évaluation approfondie au terme de l’année de réforme. Avec le constat que le Processus de Kimberley avait perdu la volonté d’agir comme mécanisme efficace dans le cadre de la gouvernance responsable des diamants, notre travail pour une traçabilité accrue et le devoir de diligence au sein de la chaîne d’approvisionnement en diamants se poursuit en dehors de ce cadre.

Depuis 30 ans, nous avons pu observer de très près la façon dont des initiatives d’abord courageuses et novatrices se laissent facilement gagner par l’inertie. Elles peinent à évoluer et à s’adapter à de nouveaux contextes, simplifient à outrance des problèmes complexes, stagnent ou sont simplement oubliées par la communauté internationale. Nous devons plus que jamais nous montrer créatifs et sortir des sentiers battus lorsqu’il s’agit de transformer la gestion des ressources naturelles dans les zones où la sécurité et les droits de la personne sont menacés.

Voilà pourquoi ces valeurs sont inscrites au cœur de notre organisation. Surtout, en consolidant nos partenariats et notre collaboration avec les acteurs locaux, nous constatons combien il est important de compter sur de nouvelles approches pour ce qui est de la transformation de la gestion des ressources naturelles.

La transformation peut s’avérer radicale et difficile, mais elle constitue également une étape essentielle vers la paix et le développement équitable.

Ensemble, grâce à nos divers partenariats, nous remettons continuellement en question le statu quo.

JOANNE LEBERT
Directrice générale

SUSAN CÔTÉ-FREEMAN
Présidente du conseil



VISION

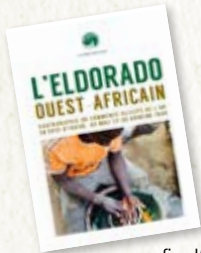
Notre vision est celle d’un monde où les ressources contribuent à la paix et au développement équitable, et où les communautés ont le pouvoir de décider de la façon dont leurs ressources naturelles sont gérées.



2017 BREF

JANVIER

- Nous publions *L'Eldorado ouest-africain* :



Cartographier le commerce illicite de l'or en Côte d'Ivoire, au Mali et au Burkina Faso, une enquête sur les problèmes liés à la gouvernance de l'exploitation artisanale de l'or dans les trois pays, et sur les vulnérabilités engendrées par le commerce illicite de l'or dans la région. Le rapport encourage le Mali à entreprendre une révision complète de son régime fiscal afin d'éliminer les échappatoires qui font de ce pays un attrait pour l'or produit en Afrique de l'Ouest.

FÉVRIER

- Nous nous exprimons contre les menaces de suspension ou d'abrogation de l'article 1502 de la loi Dodd-Frank, aux États-Unis. Cette dernière oblige chaque entreprise inscrite à la Securities and Exchange Commission (commission des valeurs mobilières des États-Unis) à déclarer si les minéraux qu'elle utilise proviennent de la RDC ou de pays voisins et, le cas échéant, les moyens qu'elle emploie afin de s'assurer que les bénéfices liés à ces minéraux ne profitent pas à des groupes armés.

- À titre de membre de la Coalition de la société civile pour le Processus de Kimberley (PK), nous rencontrons les autres membres à New York afin de déterminer les priorités de la Coalition en vue du cycle de réforme du PK, et nous continuons à renforcer la stratégie à long terme de la Coalition pour améliorer la gouvernance des diamants. La Coalition rencontre en outre des gouvernements et des représentants de l'industrie du diamant afin d'exprimer ses inquiétudes quant à la légitimité actuelle du PK et insiste sur la nécessité de procéder à d'importantes réformes garantissant sa légitimité future.

MARS

- Aux côtés de la Coalition de la société civile de la région des Grands Lacs (COSOC-GL) et grâce à une série d'ateliers, nous mettons la touche finale à une trousse d'outils pour la société civile permettant la surveillance des risques associés à la chaîne d'approvisionnement. Des membres de la société civile de la région sont formés à l'utilisation de la trousse et effectuent des missions sur le terrain. Ils se rendent sur des sites miniers de la région afin d'examiner les risques au sein de la chaîne d'approvisionnement et produisent des rapports sur cette question. Ces rapports sont ensuite transmis au secteur privé afin d'aider à répondre à ses obligations en matière de reddition de comptes.

13 rapports réalisés à la suite de missions sur le terrain sont publiés sur le site Web de la COSOC-GL. Ces rapports couvrent des sites d'extraction de l'étain, du tungstène, du tantale et de l'or dans 3 pays de la région des Grands Lacs, et évaluent un certain nombre de risques, notamment les atteintes aux droits de la personne, le travail des enfants, le commerce illicite et les préoccupations environnementales.

- Nous lançons le projet Autonomisation des femmes par l'épargne et le crédit communautaire responsable (AFECCOR). AFECCOR aide les femmes et les hommes des communautés pratiquant l'extraction minière artisanale en RDC à accéder à des services d'épargne et de crédit, favorisant ainsi l'entrepreneuriat et la sécurité économique.

AVRIL

- Nous lançons une série d'ateliers sur le territoire de Mambasa, situé dans la province de l'Ituri, en RDC, afin de rassembler les femmes des communautés pratiquant l'exploitation artisanale de l'or et de les former aux droits et au leadership des femmes. Les ateliers, animés en collaboration avec CVAP et SOFEPADI, partenaires de la société civile, visent à sensibiliser les participantes à l'égalité des genres et à encourager les femmes à transmettre leurs connaissances à leurs consœurs au sein des communautés.

MAI

- À titre de membre de la Coalition de la société civile pour le PK, nous nous rendons en Australie, où a lieu la réunion inter-session PK, afin d'appeler à d'importantes réformes destinées à redonner sa légitimité au programme. Alors que le PK entame un cycle de réformes, la Coalition demande une nouvelle définition pour les diamants de conflit, des contrôles internes renforcés à l'échelle nationale et au sein des centres de négoce afin de prévenir le commerce illicite de diamants, ainsi qu'une place pour une société civile indépendante.
- Nous participons à la 11^e édition du Forum sur les chaînes d'approvisionnement en minerais responsables de l'OCDE, à Paris, où nous prôtons l'engagement accru de toutes les parties prenantes à l'égard de la mise en œuvre du devoir de diligence. Après le forum, nous endossons le rôle de coprésidence du Groupe directeur multipartite de l'OCDE, et travaillons afin de promouvoir la mise en œuvre du *Guide OCDE sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant des zones de conflit ou à haut risque*.
- Lors d'une conférence de presse à Kinshasa, nous annonçons que notre projet Or Juste est parvenu à mettre en place un système permettant de suivre l'or légal et libre de conflits

en RDC, du site minier à l'exportateur. Le projet Or Juste est le premier système de traçabilité et de devoir de diligence pour l'or artisanal en RDC.

JUIN

- Fair Trade Jewellery Co., un bijoutier de Toronto, importe de la RDC de l'or artisanal, légal, traçable et libre de conflits dans le cadre du projet Or Juste. Il s'agit d'une étape très importante, car c'est la première fois qu'un bien de consommation est fabriqué à partir d'or artisanal de RDC libre de conflits et pouvant être entièrement retracé du site minier au consommateur.
- Dans la province de l'Ituri, en RDC, les parties prenantes forment un comité de suivi provincial qui appuiera la mise en place du mécanisme de certification régional de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), formalisation, et abordera les problèmes liés à la gouvernance provinciale du secteur minier. Le comité, similaire à d'autres ailleurs au pays, est dirigé par le gouverneur de la province et comprend des membres d'organismes gouvernementaux, du secteur privé et de la société civile. IMPACT offre son soutien à la création du comité et à sa mission.

238 grammes de l'or artisanales ont été achetés par Fair Trade Jewellery Co., sise au Canada, à un exportateur légal participant au projet Or Juste. L'or sert à confectionner des bijoux socialement responsables pour des consommateurs, et peut être retracé jusqu'aux sites miniers en RDC.



JUILLET

- Nous intégrons le Partenariat mondial sur le mercure du PNUE, témoignant de notre expérience dans la réduction et l'élimination du mercure dans le cadre de l'extraction aurifère artisanale. Tout au long de l'année, nous proposons de nouvelles formations et du matériel permettant aux exploitantes et aux exploitants de réduire l'utilisation du mercure sur les sites miniers participant au projet Or Juste en RDC.
- La Base de données régionale sur les flux de minéraux de la CIRGL franchit une étape importante lorsque le Comité régional approuve sa conception, permettant au projet d'entrer dans une nouvelle phase. IMPACT aide la CIRGL à mettre en place la Base de données régionale, qui hébergera de l'information publique utilisée aux fins de surveillance et de suivi de l'étain, du tantalum, du tungstène et l'or en circulation provenant de l'un des États membres de la CIRGL ou transitant par ceux-ci.

AOÛT

- Nous nous réunissons avec des parties prenantes en Zambie afin de préparer de futurs ateliers de sensibilisation à la mise en place du mécanisme de certification régional de la CIRGL. À la suite de ces ateliers, la Zambie élabore un plan de mise en œuvre du mécanisme de certification régional. D'autres réunions, destinées à assurer le suivi de divers plans de travail nationaux, ont lieu durant l'année en Ouganda, en Tanzanie et au Kenya.

SEPTEMBER

- Dans le cadre du projet Or Juste, notre travail aux côtés de CODEMA, une coopérative minière de Mambasa, dans la province de l'Ituri en RDC, franchit une étape importante : ses conseils adoptent un statut officiel et sont légalement reconnus par le gouvernement. Parallèlement à la croissance de CODEMA, nous continuons à appuyer son développement institutionnel, tout en renforçant ses capacités et en lui fournissant de l'assistance technique, afin qu'elle mette progressivement en place le système de traçabilité et de devoir de diligence dans le cadre du projet Or Juste.
- Nous entamons une série d'ateliers de sensibilisation dans le Sud-Kivu afin de souligner les résultats de l'évaluation environnementale réalisée par le PNUE sur un site aurifère artisanal du territoire de Walungu. En partenariat avec RIO, un organisme sans but lucratif local, des préoccupations environnementales et des stratégies d'atténuation sont transmises aux responsables politiques locaux et provinciaux, aux membres de la communauté et aux exploitantes et exploitants artisanaux – ce qui conduit à l'élaboration d'un plan d'action communautaire.

OCTOBRE

- Partenariat Afrique Canada (PAC) devient IMPACT. Après plus de 30 ans d'existence, nous changeons notre nom afin de refléter plus fidèlement notre travail en matière de gestion des ressources naturelles dans les zones où la sécurité et les droits de la personne sont menacés, ce qui coïncide avec une nouvelle identité visuelle et un nouveau site Web. Le changement de dénomination est dévoilé dans les bureaux régionaux en Ouganda et en RDC le mois suivant, à l'occasion d'une série de réunions et de conférences de presse.



Plus de **300** membres
de la communauté de Kaziba,
au Sud-Kivu, dont **90 FEMMES**,
se sont réunis pour élaborer un plan
D'ACTION reposant sur les constats
et recommandations du rapport d'une
évaluation environnementale portant
sur le site aurifère artisanal local. Les
membres de la communauté se sont
notamment engagés à sensibiliser
les élèves aux effets NÉFASTES
DU MERCURE.

NOVEMBRE

● Accompagnés de représentants communautaires et d'équipe de recherche, nous animons une série d'ateliers provinciaux et nationaux en Ouganda, au Rwanda et en RDC afin de présenter aux décideurs nos constats et nos recommandations issus de trois années de recherches concernant le rôle des femmes dans les secteurs miniers artisanaux et à petite échelle de ces pays. Des exploitantes artisanales et des membres de la communauté s'adressent directement à leurs leaders politiques et leur font part de leurs expériences, de leurs préoccupations et de leurs besoins – et demandent des réformes. Les constats et les recommandations sont publiés par l'entremise des médias, de documents d'information multilingues et de vidéos.

● Nous mettons à l'épreuve nos outils d'évaluation de la dimension genre, qui fournissent des lignes directrices sur l'intégration des droits de la personne et des droits visant l'égalité des genres dans les politiques et les projets touchant les minéraux, notamment quand ils visent à formaliser le secteur minier artisanal. L'outil *Évaluation de la dimension de genre pour les politiques, les lois et la gouvernance* touchant le secteur des minéraux est mise en place et testée avec différents parties prenantes en Ouganda, où sont proposées des réformes des politiques du secteur minier. L'outil *Évaluation de genre pour l'assistance technique et la formalisation de l'exploitation minière artisanale*, pour sa part, est développée et mise à l'essai dans le cadre de notre projet Or Juste – ce qui débouche sur un plan d'assistance technique perfectionné visant à ce que les interventions proposées dans le cadre du projet génèrent des chances égales pour les femmes et les hommes.

En RDC, au moyen du théâtre populaire, des équipes de recherche communiquent et corroborent les résultats de recherche concernant le rôle des FEMMES DANS LE SECTEUR ARTISANAL et l'importance du secteur pour l'autonomisation économique des femmes. Les événements dans les provinces de l'Ituri et du Sud-Kivu ont rassemblé plus de **1000** MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ, dont des chefs coutumiers et coutumiers.

● Nous rencontrons des partenaires lors de la réunion du Comité régional de la CIRGL au Soudan, afin d'évaluer les progrès de la mise en œuvre des six outils contre l'exploitation illicite des ressources naturelles dans les pays membres et d'élaborer une stratégie commune pour l'année

à venir. Nous continuons à collaborer avec le Service technique de la CIRGL en lui offrant notre soutien et notre assistance technique.

DÉCEMBRE

● Nous annonçons notre retrait du PK lors de l'assemblée plénière en Australie. En effet, notre évaluation approfondie a révélé que le PK n'a pas réalisé suffisamment de progrès quant aux réformes nécessaires à la restauration de la légitimité du programme.

“ On vend aux consommateurs quelque chose qui n'est pas vrai. Le Processus de Kimberley — et son Certificat — a perdu sa légitimité. Les contrôles internes auxquels se conforment les gouvernements n'offrent pas la traçabilité et la diligence raisonnable nécessaires pour garantir une chaîne d'approvisionnement des diamants propre, libre de conflit et légale. On a donné aux consommateurs de fausses assurances au sujet de la provenance de leurs diamants. Cela s'arrête maintenant. ”

Joanne Lebert dans son discours annonçant notre retrait du PK en Australie.

● Notre projet AFECCOR a le vent en poupe : des bénévoles sont formés et des associations villageoises d'épargne et de crédit sont créées au sein des communautés. Des membres se réunissent afin de commencer à contribuer à leur épargne.

50 associations villageoises d'épargne et de crédit sont créées, rassemblant **1400** MEMBRES ISSUS DE **13** COMMUNAUTÉS et SITES MINIERS. Plus de la moitié de ces membres sont des femmes.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

SUSAN CÔTÉ-FREEMAN

Canada
Présidente

ROLLAND MORIER

Canada
Trésorier

ALEX NEVE

Canada

ALLAN RITCHIE

Canada

BRUCE BROOMHALL

Canada

CHARLES MUTASA

Zimbabwe

EZRA MBOGORI

Kenya

GEORGE SHAW

Royaume-Uni

KATE MCINTURFF

Canada

NICOLE PIGGOT

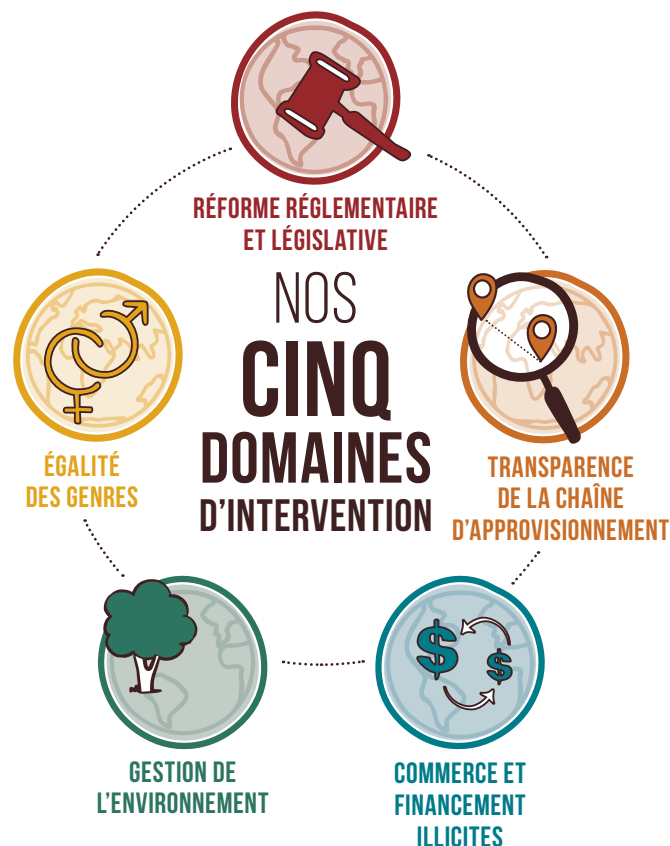
Canada
Désignée

PAULO DE SA

États-Unis

YIAGADEESEN (TEDDY)

SAMMY
Canada



REMERCIEMENTS

Nos menons nos activités grâce au généreux soutien financier d'un éventail de gouvernements, d'institutions et d'organisations non gouvernementales partout dans le monde. Nous leur sommes profondément reconnaissants de leur aide.

Artisanal Gold Council

Université Carleton/Centre de recherches pour le développement international

Dell

Partenariat européen pour les minéraux responsables

Union européenne

GIZ (*Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit* – agence allemande pour la coopération internationale)

Affaires mondiales Canada

MONUCO et le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs

Tungsten Industry – Conflict Minerals Council

USAID/DRC Capacity Building for Responsible Minerals Trade

OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Revenus et dépenses pour l'exercice se terminant	le 31 mars 2018	le 31 mars 2017
REVENUS		
Affaires mondiales Canada	3 491 310	2 650 438
Union européenne	241 726	607 479
Netherlands Enterprise Agency – EPRM	272 238	6 409
Tetra Tech/USAID	134 744	121 067
Agence allemande pour la coopération internationale (GIZ)	46 086	-
IOM/USAID	-	9 477
Artisanal Gold Council (Canada)	8 141	2 978
Université Carleton	130 430	160 231
Dell USA	6 764	-
Secteur privé/industrie	37 736	11 997
Contributions à Publiez Ce Que Vous Payez – Canada	191 384	124 721
Autre	7 449	4 860
Intérêt	1 450	1 160
TOTAL	4 569 458 \$	3 700 817 \$
DÉPENSES		
Coûts directs des projets	2 030 932	1 835 542
Salaires et avantages sociaux – Canada	1 344 587	1 153 349
Salaires et avantages sociaux – International	586 315	277 777
Bureaux internationaux	179 449	105 281
Développement de projets	16 191	8 457
Communication (sensibilisation du public)	46 382	13 473
Administration et soutien des projets	368 755	241 467
TOTAL	4 572 611 \$	3 635 346 \$
Excédent (insuffisance) des revenus par rapport aux dépenses	(3 153)	65 471



Photos : Zuzia Danielski/IMPACT

IMPACT

Transformer la gestion des ressources naturelles
Renforcer le pouvoir d'agir des communautés

